

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Moyen-Orient, Palestine, Liban, Iran...

Israël : la fuite en avant

- International -

Date de mise en ligne : lundi 8 janvier 2007

Démocratie & Socialisme

Après la guerre d'agression contre le Liban et l'opération « Pluies d'été » qui avaient causé la mort d'un millier de Libanais et de plusieurs centaines de Palestiniens, en majorité des civils, le gouvernement israélien s'est lancé dans une nouvelle fuite en avant.

Avigdor Lieberman, vice-premier ministre du gouvernement israélien

L'accession d'Avigdor Lieberman au poste de Vice-premier ministre est la marque ostensible de la volonté du gouvernement d'Ehoud Olmert de privilégier la force. Le Nvel Observateur (05/11/2006) affirme, à propos de Lieberman : « Le chef de Israël Beiténou s'était prononcé en 2001 pour des attaques contre l'Iran et le barrage d'Assouan en Egypte. Le même hebdomadaire ajoute : « Lieberman prône, en outre, un transfert partiel des Arabes israéliens, une communauté de 1,3 million de personnes, vers les territoires palestiniens ». Pourtant, les transferts de population constituent, aux yeux du droit international, des « crimes contre l'humanité ».

Dans Libération du 25/10/2006, Delphine Mathieussent rappelle que Lieberman avait préconisé des échanges territoriaux et de population « pour créer deux Etats ethniquement homogène ». Elle rappelle également que « lors des affrontements les plus durs de la deuxième Intifada en 2002, Lieberman avait « prôné le bombardement des stations d'essence, banques et centres commerciaux palestiniens ». En 2006, toujours selon la même journaliste, Lieberman avait appelé « à l'exécution des députés arabes israéliens en contact avec le Hamas ou ayant célébré le jour de la Nakba, « la catastrophe », anniversaire de la création d'Israël... »

Seul le ministre travailliste de la Culture et des Sports, Ofir Pines-Paz, a voté contre la nomination de Lieberman et a aussitôt démissionné. Les autres ministres travaillistes, toute honte bue, sont restés dans le même gouvernement que Lieberman.

L'agression contre la population palestinienne de la Bande de Gaza continue

L'opération « Nuages d'automne », commencée le 1er novembre, a causé (selon un communiqué du 14/11/2006 de la Plateforme des Ong françaises pour la Palestine) la mort de 86 Palestiniens en une semaine. L'épisode le plus connu de ce drame est le meurtre de 18 civils palestiniens dont cinq femmes et huit enfants à Beit Hanoun. Il s'agissait selon Ehoud Olmert d'une « erreur technique ».

Cette agression de l'armée israélienne a été perpétrée contre une population déjà assiégée, isolée, enfermée, privée d'eau, de nourriture, de médicaments et d'électricité...

Le prétexte de cette agression est le tir de roquettes Qassam depuis la Bande de Gaza sur des villes israéliennes, notamment la ville de Sderot. Mais, à moins de considérer qu'une vie israélienne vaut 900 vies palestiniennes, peut-on prendre ce prétexte au sérieux ? Selon l'AFP, en effet, depuis septembre 2000, les tirs de roquette sur le sud d'Israël ont fait 5 morts israéliens et la répression de la seconde Intifada, plus de 4 500 morts palestiniens (chiffres cités par Dominique Vidal - Le Monde Diplomatique - 8 nov 2006) !

La construction du mur de la honte continue

Le tracé du Mur a été, à l'évidence, dicté par l'intention d'inclure les colonies à Israël. Au total, le Mur permettra d'annexer 98 % des 200 000 colons israéliens et plus de 20 % des terres de la Cisjordanie dont, depuis 1967, les résolutions de l'Onu affirment l'occupation totalement illégale.

La vie quotidienne des Palestiniens proches du mur et devenue infernale. Car ce mur, en plus de la destruction massive d'oliviers, du vol des terres et des ressources en eau des Palestiniens, entrave considérable l'accès aux soins médicaux, à l'éducation, à ce qui subsiste de la poste ou des services municipaux. Les Palestiniens ne peuvent plus accéder à leurs terres lorsqu'elles sont de l'autre côté du Mur ou dans la zone « de sécurité » qui entoure le Mur. L'agriculture est en chute libre et l'économie moribonde. 875 000 personnes sont directement touchées par le Mur, que ce soit par expulsion, confiscation des terres ou impossibilité de se déplacer.

Plusieurs dizaines de milliers de Palestiniens ont déjà été contraints de quitter une Cisjordanie devenue pour eux invivable, confirmant ainsi le but réel d'Israël : le « transfert rampant » des Palestiniens hors de Palestine. Ariel Sharon, initiateur du mur, n'hésitait d'ailleurs pas à le reconnaître lorsqu'il affirmait qu'il fallait « achever ce qui ne l'avait pas été en 1948 » c'est-à-dire l'expulsion des Palestiniens d'Israël.

Pourtant, le 9 juillet 2004, la Cour Internationale de Justice de La Haye avait refusé les arguments sécuritaires avancés par Israël et (à 14 voix contre une) et avait déclaré « illégale » la construction du Mur et pour Israël « l'obligation de détruire cet ouvrage [...] et de réparer, en vertu de sa responsabilité juridique, tous les dommages causés ». Deux semaines plus tard, l'Assemblée Générale de l'Onu, reprenait à son compte ce jugement à une très large majorité.

Faut-il prendre au sérieux les « propositions de paix » d'Olmert ?

Dans un tel contexte les « propositions de paix » faites par Ehoud Olmert peuvent difficilement être prises au sérieux. Pour le pacifiste israélien Uri Avnery, il ne s'agit d'ailleurs là que de "poudre aux yeux ».

Le plus vraisemblable est que l'enlèvement de G. W. Bush en Irak l'a amené à demander au Premier ministre israélien, Ehoud Olmert, de faire un geste envers les Palestiniens pour apaiser un peu la tension au Moyen-Orient et qu'Olmert s'est exécuté. Malheureusement, ces « propositions de paix » ressemblent plus à un rideau de fumée derrière lequel continuera la même politique d'agression contre les Palestiniens qu'à une offre sérieuse de négociation.

En effet, Olmert demande aux Palestiniens de reconnaître le droit d'Israël à exister sans frontières définies et de démanteler toutes leurs organisations militaires.

Mais il ne s'engage à rien de concret en contrepartie. Il continue à traiter par le mépris toutes les déclarations de l'Onu et ne propose pas de reconnaître Etat palestinien à l'intérieur des frontières de 1967 : la Bande de Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem-est. Il se contente d'affirmer qu'Israël pourrait évacuer de « nombreux territoires » ou « tous les territoire nécessaires » pour qu'ils puissent avoir un « Etat compact et viable ». Mais ils ne précisent pas lesquels. Il ne dit rien sur le droit au retour des réfugiés. Il ne parle pas d'arrêter la colonisation ou d'abattre le mur.

Le seul intérêt de sa déclaration est qu'il trouve maintenant des « éléments positifs » (sans, là encore, préciser

lesquels) à la proposition de paix saoudienne qu'il avait rejeté d'un revers de main quelques mois plus tôt.

L'arme atomique

Malgré des dénégations ultérieures, Ehoud Olmert a reconnu (lapsus ou pas) devant une chaîne de Télévision allemande que l'Etat d'Israël détenait l'arme atomique. Mais comme l'écrit Jean-Dominique Merchet dans Libération du 13 décembre : « C'est un secret de Polichinelle ». Il ajoute « À l'heure actuelle, Tsahal déploierait entre 100 et 200 têtes nucléaires, estiment la plupart des experts ». Il précise également : « Israël possède toute la gamme des vecteurs pouvant délivrer une arme nucléaire : des bombardiers F15 et F16, des missiles sol-sol Jericho... »

Israël a refusé d'adhérer au traité de non-prolifération nucléaire (Tnp). Il n'est donc pas, légalement, soumis aux contrôles de l'Agence internationale de l'énergie atomique. L'Iran, au contraire, a signé ce traité. Il est donc soumis à ces contrôles.

Le Monde du 06/10/2006 souligne que priver l'Iran de son droit au nucléaire civil « reviendrait à rendre caduc le Tnp dont l'esprit est le suivant : en échange de leur renonciation à l'arme atomique, les Etats non nucléaires recevaient l'assurance que leurs voisins ne s'en doteront pas, et la reconnaissance de leur droit au nucléaire civil ». Et si le Tnp était caduc, il n'y aurait plus alors aucune base légale pour obliger l'Iran à se soumettre à des contrôles et l'empêcher d'accéder à l'arme atomique.

La perspective que l'Iran de Mahmoud Ahmadinejad puisse se doter de l'arme atomique est effrayante. Mais la détention de l'arme atomique par un gouvernement israélien qui a donné la charge de « la stratégie à long terme » à un Avigdor Lieberman ne l'est pas moins. Comment, en effet, pourrait-on prendre à la légère ce qu'écrivait Gideon Levy, dans le quotidien israélien Haaretz du 15/11/2006 : « Le choix de l'homme le plus irresponsable et manquant le plus de retenue pour ce poste constitue en lui-même une menace stratégique. L'absence de modération de Lieberman et ses déclarations intempestives, comparables seulement à celles du président iranien, risquent de provoquer un désastre dans toute la région » ?

Tout véritable processus de paix au Moyen-Orient ne pourra se soustraire à la nécessité de créer une zone libre de toute arme nucléaire. Nul doute, en attendant, que tous ceux qui ont condamné la volonté de l'Iran d'accéder au nucléaire civil dénonceront avec beaucoup plus de force encore la possession par Israël de l'arme nucléaire, ce secret de Polichinelle...

Jean-Jacques Chavigné